

**Convention collective**

**IDCC : 8733. – ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES ET RURAUX  
ET CUMA  
(Tarn et Haute-Garonne)  
(11 décembre 1987)**

(Etendue par arrêté du 15 mars 1988,  
*Journal officiel* du 24 mars 1988)

---

**AVENANT N° 59 DU 8 JANVIER 2013**

NOR : AGRS1397102M  
IDCC : 8733

---

Entre :

Le syndicat départemental des entrepreneurs des territoires du Tarn ;

Le syndicat départemental des entrepreneurs des territoires de la Haute-Garonne ;

La fédération départementale des coopératives d'utilisation de matériel agricole du Tarn ;

La fédération départementale des coopératives d'utilisation de matériel agricole de la Haute-Garonne,

D'une part, et

L'union professionnelle régionale agroalimentaire CFDT ;

La fédération générale agroalimentaire et forestière CGT du Tarn ;

La fédération générale agroalimentaire et forestière CGT de la Haute-Garonne ;

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture FO du Tarn,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

A l'article 58 « Garantie incapacité de travail temporaire et permanente », le paragraphe « A. – Garantie incapacité temporaire de travail » est supprimé et remplacé comme suit :

**« A. – Garantie incapacité temporaire de travail**

En cas d'arrêt de travail occasionné par une maladie ou un accident de la vie privée, un accident de travail, de trajet ou une maladie professionnelle, le salarié justifiant de 21 jours de travail effectif continus ou non dans l'entreprise à la date de son arrêt de travail bénéficie d'indemnités journalières complémentaires à celles versées par la mutualité sociale agricole.

Les 21 jours de travail effectif continus ou non dans l'entreprise sont appréciés sur une période de 6 mois précédant la date de l'arrêt de travail.

Ces indemnités journalières complémentaires sont versées à compter :

- du 1<sup>er</sup> jour d'arrêt en cas d'arrêt occasionné par un accident du travail, de trajet ou une maladie professionnelle ;
- du 4<sup>e</sup> jour d'arrêt en cas d'arrêt occasionné par une maladie ou un accident de la vie privée,

de sorte que l'indemnisation globale perçue par le salarié (indemnisation mutualité sociale agricole comprise) soit égale à 90 % du salaire retenu pour le calcul des indemnités journalières légales,

et sont versées pendant :

- 30 jours si l'ancienneté est inférieure à 3 ans ;
- 40 jours si l'ancienneté est égale à 3 ans et inférieure à 8 ans ;
- 50 jours si l'ancienneté est égale à 8 ans et inférieure à 13 ans ;
- 60 jours si l'ancienneté est égale à 13 ans et inférieure à 18 ans ;
- 70 jours si l'ancienneté est égale à 18 ans et inférieure à 23 ans ;
- 80 jours si l'ancienneté est égale à 23 ans et inférieure à 28 ans ;
- 90 jours si l'ancienneté est égale ou supérieure à 28 ans.

A l'expiration de cette première période d'indemnisation, le salarié bénéficie du maintien de 80 % de ce même salaire aussi longtemps que sont versées les indemnités journalières légales.

En cas de rupture du contrat de travail, intervenant avant la fin de la période d'indemnisation, les indemnités journalières complémentaires continuent à être versées.

En tout état de cause, le montant de la prestation cumulée à celle du régime de base de la mutualité sociale agricole ne doit pas conduire l'intéressé à percevoir plus que son salaire net de période d'activité.

Les revalorisations de ces prestations sont effectuées en fonction des taux de revalorisation des assurances sociales agricoles.

La garantie incapacité temporaire de travail est complétée par une assurance des charges patronales financée par une cotisation uniquement à la charge de l'entreprise. Cette assurance prévoit le versement d'indemnités correspondantes aux charges sociales patronales dues sur les indemnités journalières complémentaires versées en cas d'incapacité temporaire de travail d'un salarié. »

## **Article 2**

A l'article 58 « Garantie incapacité de travail temporaire et permanente », le paragraphe « C. – Cotisations » est annulé et remplacé comme suit :

### **« C. – Cotisations**

La garantie incapacité-invalidité est financée par une cotisation de 1,34 % de la rémunération brute du salarié non cadre servant de base au calcul des cotisations sociales agricoles : 0,61 % à la charge des employeurs et 0,73 % à la charge des salariés.

La part employeur comprend entre autres le financement des cotisations dues pour le financement de la garantie légale résultant de l'article L. 1226-1 du code du travail.

Les garanties décès, incapacité-invalidité sont financées par une cotisation totale de 1,52 % de la rémunération brute du salarié non cadre.

La part conventionnelle des garanties décès, incapacité-invalidité s'élève à 1,05 %.

Elle est financée à hauteur de 30 % par l'employeur et 70 % par le salarié.

(En pourcentage.)

COTISATIONS EN % DE LA RÉMUNÉRATION BRUTE DU SALARIÉ	EMPLOYEUR	SALARIÉ	TOTAL
Garantie incapacité temporaire de travail Part conventionnelle	0,08	0,52	0,60
Garantie incapacité permanente	0,06	0,21	0,27
Décès	0,18	–	0,18
Sous-total part conventionnelle	0,32	0,73	1,05
Garantie incapacité temporaire de travail Part légale obligatoire employeur	0,33	–	0,33
Non soumis à CSG-CRDS			
Assurances charges sociales patronales	0,14	–	0,14
Total	0,79	0,73	1,52

### Article 3

Le présent avenant prend effet le premier jour du trimestre civil suivant la parution de son arrêté d'extension au *Journal officiel*.

### Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

### Article 5

Un exemplaire du présent avenant sera remis à chaque partie signataire et deux exemplaires seront déposés à l'unité territoriale du Tarn de la DIRECCTE de Midi-Pyrénées.

Fait à Albi, le 8 janvier 2013.

(Suivent les signatures.)